

APPEL A COMMUNICATIONS

Journée d'études : « Surdité et enseignement supérieur : défis et opportunités »

La promulgation, le 11 février 2005, de la loi « pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées »¹ dont on fête les 20 ans cette année, a constitué pour la communauté sourde en France un moment historique : plus d'un siècle après le Congrès de Milan qui, en 1880, avait décrété la mort sociale de la Langue des signes française (LSF) et institué pour les personnes sourdes une oralisation forcée, plus de deux décennies après le « Réveil Sourd » des années 1970/80 qui vit la communauté sourde réaffirmer ses droits à une reconnaissance sociale ainsi que des besoins et une culture spécifiques, **une loi entérine enfin l'obligation pour les institutions de la république** (et en premier lieu desquelles, les établissements d'enseignement) **de promouvoir une réelle égalité des chances et des droits entre personnes dites valides et personnes dites handicapées**. Pour les personnes sourdes, cela signifie également que, « dans l'éducation et le parcours scolaire des jeunes sourds, la liberté de choix entre une communication bilingue, langue des signes et langue française, et une communication en langue française est de droit ». Mais vingt ans plus tard, quel bilan tirer des espoirs que cette loi a pu susciter en son temps, et **quel état des lieux dresser de l'accès aux études supérieures pour les personnes sourdes ou malentendantes ?**

Pour beaucoup d'acteurs, et en tout premier lieu les étudiants sourds ou malentendants, **l'entrée et la navigation dans l'enseignement supérieur reste un véritable « parcours du combattant »**². Certes, **les évolutions sont notables depuis 2005** : le terme de « handicap » tend à disparaître au profit de celui, plus complexe et plus éclairant, de « situation de handicap », mettant ainsi en valeur la dimension sociale du handicap et les responsabilités d'une communauté à inclure l'ensemble de ses membres ; les institutions d'enseignement supérieur s'outillent, théoriquement, r glementairement comme technologiquement, pour mieux accompagner les étudiants aux besoins spécifiques et leur proposer des aménagements appropriés, malgré un contexte budgétaire difficile ; d'une manière générale, la popularité croissante de la LSF, notamment depuis la crise du Covid et la présence systématique d'interprètes lors des allocutions télévisées, contribue à rendre visible une communauté caractérisée jusqu'alors par l'invisibilité de son « handicap » ainsi qu'une grande méconnaissance chez les entendants des conséquences sociales de la surdité, en premier lieu desquelles trône, hélas, l'accès aux études et à l'information, dans une société par défaut majoritairement pensée et construite par et pour des personnes entendantes.

Reste que **l'inclusion des personnes sourdes dans l'enseignement supérieur reste une question encore trop peu pensée**, la plupart du temps faute d'une connaissance précise de ses enjeux (et certainement, également, faute d'un effectif étudiant conséquent). Car si cette question pose, d'emblée et d'abord, celle des conditions de scolarisation des élèves sourds et malentendants dans le secondaire (quels espoirs ces élèves nourrissent-il d'accéder aux études supérieures, et de quel soutien, de quels aménagements et de quelle information bénéficient-ils à cet effet ?), **elle soulève également des enjeux qui impliquent nombre d'acteurs** :

- **les enseignants**, qui restent globalement sous-informés et peu sensibilisés aux conséquences pédagogiques de la surdité et aux démarches à mettre en œuvre en cours pour optimiser la compréhension et l'accessibilité des contenus ;

- **le personnel administratif**, qui se retrouve confronté à une diversité de situations (sourds signants, sourds oralisants, malentendants, etc.) auxquelles peuvent correspondre toute une diversité

¹ « Art. L. 112-2-2. - Dans l'éducation et le parcours scolaire des jeunes sourds, la liberté de choix entre une communication bilingue, langue des signes et langue française, et une communication en langue française est de droit. Un décret en Conseil d'Etat fixe, d'une part, les conditions d'exercice de ce choix pour les jeunes sourds et leurs familles, d'autre part, les dispositions à prendre par les établissements et services où est assurée l'éducation des jeunes sourds pour garantir l'application de ce choix. » (LOI n  2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées. Chapitre Ier : Scolarité, enseignement supérieur et enseignement professionnel. Article 19).

² <https://www.media-pi.fr/Article/Pi-Sourd/Droits-et-Combats/étudiants-sourds-un-parcours-du-combattant/2167>

d'aménagements spécifiques (présence d'interprète ou de médiateur en LSF, codeur LPC, tutorat étudiant, solutions technologiques de captation de la parole enseignante et d'interface de communication, etc.) parfois difficiles à appréhender et à mettre en place ;

- **les étudiants**, qui, eux également, peuvent jouer un rôle majeur dans l'inclusion des étudiants sourds mais qui ne sont pas toujours suffisamment informés des enjeux ;

- **les établissements d'enseignement** en tant qu'institutions, dans la définition de leur politique d'inclusion, dans le soutien effectif à la mise en œuvre efficace de ces politiques, et dans une meilleure information à l'attention des futurs étudiants sourds sur les parcours universitaires possibles et les aménagements envisageables le cas échéant ;

- et, bien entendu, trop souvent oubliée ou cantonnée dans le rôle d'objet d'études et non de sujet acteur, **la communauté sourde elle-même**, dont les besoins et les revendications doivent pouvoir trouver leur place au centre de cette réflexion collective.

Ce sont donc toutes ces questions que cette journée d'études se propose d'aborder, dans une **approche résolument multi- et trans-disciplinaire avec pour thème central la relation** (à parfaire et, certainement, à (re)définir) **entre surdité et enseignement supérieur**, avec l'ambition que les contributions (théoriques, pédagogiques, réglementaires, pratiques, technologiques, etc.) puissent permettre d'**œuvrer pour une meilleure inclusion des étudiants sourds au sein des établissements et un meilleur accès aux études supérieures**, dans des conditions égales en termes de droits et de chances à celles proposées aux étudiants entendants. Ces contributions pourront porter sur différents aspects de cette question et être :

- **des travaux issus des sciences sociales et/ou politiques** et portant sur la scolarisation de la communauté sourde et, plus généralement, son accès au savoir et à l'information ;

- **des travaux issus du domaine de la santé** et portant sur les connaissances et l'accompagnement médical de la surdité ;

- **des travaux portant sur les enjeux pédagogiques posés par la surdité** : études sur la pédagogie différenciée pour les étudiants sourds ou malentendants, stratégies d'enseignement et d'accompagnement adaptées, notamment dans l'apprentissage des langues étrangères qui représente un défi considérable pour ces étudiants malentendants pouvant les priver ainsi d'une compétence essentielle en matière de communication ;

- **des travaux présentant des innovations technologiques et solutions pratiques** : dispositifs d'accompagnement technologique, solutions en matière de traduction, d'interprétation et de support visuel pour l'accès à l'information et aux cours ;

- **des ateliers pratiques présentant des dispositifs d'accompagnement** technique ou technologique en soutien aux études supérieures d'une personne sourde ou malentendante ;

- **des témoignages et retours d'expérience d'acteurs** (étudiants, accompagnants pédagogiques, personnel administratif, milieux associatifs, etc.) directement confrontés aux enjeux de la surdité dans l'enseignement supérieur.

Les interventions pourront être en langue française ou en langue des signes française. **La journée d'études se tiendra à Strasbourg en avril 2026**, et sera **accessible aux personnes sourdes comme entendants** via une retranscription en direct des interventions et la présence d'interprètes en LSF.

Bibliographie indicative

- Diane Bedoin, *Sociologie du monde des sourds*, Paris, La Découverte, 2018
- Patrick Belissen, *Paroles de Sourds*, Paris, La Découverte, 2018.
- Fabrice Bertin, *Les Sourds - Une minorité invisible*, Paris, Autrement, 2010.
- Monica Companys, *Moi Sourd et toi ?*, Villeneuve, Monica Companys, 2008.
- Anne Depetris, « Vers un réel choix d'orientation dans les études supérieures ou les enjeux d'une université inclusive. », *La main de Thôt*, n°11, 2024, <http://interfas.univ-tlse2.fr/lamaindethot/1217>
- Annie Dumont, *Orthophonie et surdité*, Issy les Moulineaux, Masson, 2008.
- André Minguy, *Le réveil sourd en France - Pour une perspective bilingue*, Paris, L'Harmattan, 2009.

Comité scientifique

- Moritz Nuzha - Université de Strasbourg
- Boutonnet Thomas - Université de Strasbourg
- Rakitic Fabienne - SVU - Strasbourg
- Stanczak Arnaud - Université de Strasbourg
- Andry Soucila - Université de Strasbourg
- Hellal-Guendouzi Raficka – EM Strasbourg
- Ehret Roseline – Institut Bruckof - Strasbourg
- Beno Tiphaine – CHRU - Strasbourg
- Witz Sarah - SVU - Strasbourg
- Caschelin Sylvain – IEMT - Strasbourg

Comité d'organisation

- Moritz Nuzha - Université de Strasbourg
- Boutonnet Thomas - Université de Strasbourg
- Rakitic Fabienne - SVU - Strasbourg
- Stanczak Arnaud - Université de Strasbourg
- Andry Soucila - Université de Strasbourg
- Hellal-Guendouzi Raficka – EM Strasbourg
- Ehret Roseline – Institut Bruckof - Strasbourg
- Beno Tiphaine – CHRU - Strasbourg
- Witz Sarah - SVU - Strasbourg
- Caschelin Sylvain – IEMT Strasbourg
- Durmis Vivian – INSA - Strasbourg
- Chikeluba Linda – Université de Strasbourg